****

**Communiqué de presse**

**Campagne Municipalités alliées contre la violence conjugale :**

**Le Regroupement appelle les municipalités à passer de la parole aux gestes**

**Montréal, le 2 décembre 2018** – À l’invitation du *Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale*, près de 380 municipalités du Québec réparties dans 70 MRC de 16 régions différentes se sont déclarées *alliées contre la violence conjugale*, par voie de résolution, au cours des deux dernières années. Elles se sont engagées à le faire savoir publiquement lors des *12 jours d’action pour l’élimination de la violence envers les femmes*, du 25 novembre au 6 décembre 2018.

Sur les quelque 500 municipalités desservies par les 43 maisons membres du Regroupement, les trois quarts ont déjà décidé de s’allier contre la violence conjugale. « C’est une campagne d’envergure dont nous sommes fières », indique Mme Chantal Arseneault, présidente du *Regroupement*, *«*en s’engageant comme ceux d’Otterburn Park, les élu.e.s envoient un signal fort aux citoyen.ne.s de leur communauté, indiquant qu’ils refusent la banalisation de la violence à l’égard des femmes et des enfants. Maintenant, pour 2019, nous les convions à aller plus loin et à passer de la parole aux gestes, en rendant leur engagement plus concret ».

Ainsi, pour 2019, le Regroupement et ses maisons membres vont poursuivre leur travail de sensibilisation auprès des élu.e.s municipaux afin qu’ils prennent des mesures tangibles pour contrer la violence conjugale. Ces gestes peuvent aller de la mise à disposition d’un local pour les activités d’une maison d’aide et d’hébergement à la diminution ou l’exemption de sa taxe municipale ou encore à l’adaptation du Plan d’action de sécurité de la collectivité pour y inclure des mesures concrètes de lutte contre la violence conjugale, comme l’ont déjà fait les municipalités d’Amos, de Baie-Comeau et de Saint-Colomban. Pour d’autres, il pourrait s’agir de sensibiliser leurs employés municipaux à la violence conjugale ou encore de distribuer des titres de transport gratuits aux maisons d’hébergement afin que les femmes hébergées puissent se déplacer plus facilement pour réaliser leurs démarches juridiques, de recherche de logement ou autres.

« Chaque initiative, petite ou grande, a un impact sur la vie des femmes et des enfants victimes de violence conjugale. Les élu.e.s municipaux, à leur niveau, ont le pouvoir d’agir sur certaines choses. C’est en les rencontrant et en travaillant de concert que nous arriverons à faire reculer durablement la violence », ajoute Mme Arseneault.

Personne n’est à l’abri de la violence conjugale. Elle touche des femmes de tous âges, issues de tous les milieux, de toutes les régions. Il est important que chacune d’elles se sente soutenue par sa communauté. Pour cette raison, le Regroupement interpelle aujourd’hui l’ensemble des villes, des villages et des arrondissements du Québec à joindre le mouvement et à agir concrètement pour dénoncer la violence conjugale, sensibiliser leurs communautés et soutenir les organismes aidant les femmes et les enfants qui en sont victimes.

Le Regroupement remercie chaleureusement les municipalités qui se sont alliées à sa cause ainsi que l’Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités qui ont encouragé leurs membres à emboîter le pas. Cette campagne est réalisée grâce à la contribution financière du Secrétariat à la condition féminine.

De par sa mission d’éducation, de sensibilisation et d’action, le ***Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale*** contribue à faire évoluer les lois et les politiques afin de rendre plus adéquates les mesures de protection pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale. Dans une perspective de prévention, il déploie un éventail de stratégies pour aider tous les acteurs de la société québécoise à mieux comprendre, dépister et agir en matière de violence conjugale. En 2016-2017, ses maisons membres ont hébergé près de 2 700 femmes et plus de 2 200 enfants. Et c’est sans compter les femmes et les enfants qui ont reçu plus de 14 000 services autres que l’hébergement (consultations externes, accompagnement, suivi post-hébergement, etc.).

> En savoir plus sur la campagne : <http://maisons-femmes.qc.ca/campagnes-de-sensibilisation/municipalites-alliees-contre-la-violence-conjugale/>

> Liste des engagements concrets : <http://maisons-femmes.qc.ca/campagnes-de-sensibilisation/municipalites-alliees-contre-la-violence-conjugale/>

> Liste des municipalités alliées : <http://maisons-femmes.qc.ca/municipalitesalliees-2017/>

— 30 —

**Information :**

Louise Riendeau, coresponsable des dossiers politiques

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Courriel : lriendeau@maisons-femmes.qc.ca

Cellulaire : 514 220-1057 Bureau : 514 878-9134, poste 1604

Mathilde Trou, coresponsable des dossiers politiques, chargée des communications

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

courriel : mtrou@maisons-femmes.qc.ca

Bureau : 514 878-9134, poste 1603

**Source**

Chantal Arseneault, présidente

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

Maisons-femmes.qc.ca/municipalites-alliees

Facebook.com/RMFVVC | @RMFVVC